

Canicule : des milliers de morts ...évitables

J.C. Delavigne ? Rouge 4 septembre 2003

10000, 15000 morts ? Après avoir nié la réalité, le gouvernement a du reconnaître la catastrophe sanitaire qui a frappé la France pendant le mois d'Août. Des milliers de personnes, avant tous des personnes âgées, sont mortes. Volant au secours de son compère Mattei, l'ancien ministre de la Santé B. Kouchner n'a pas hésité à déclarer : « Si on pense que le gouvernement va changer la nature des choses et la température, on se trompe. Ou alors il faut réfléchir à ce que cela coûte tout ça ».

Ce gouvernement, qui est incapable de mener une véritable politique de prévention, qui poursuit les fermetures de lits de services et fait fonctionner l'Hôpital Public « à flux tendu » est responsable et coupable de l'hécatombe, tout comme ses prédécesseurs. Ce n'est pas seulement de ministre qu'il faut changer, c'est avant tout de politique de santé

Pas de politique de prévention et d'éducation sanitaire

Si l'ampleur de la canicule ne pouvait être prévue, le gouvernement a été pris au dépourvu, car il n'existe aucune politique de prévention et d'éducation sanitaire dans ce pays. Une véritable politique de prévention, ne se limite pas aux réponses du système de santé : ainsi, les logements insalubres et vétustes ou sont contraintes de vivre de nombreuses personnes âgées, les constructions, légères et très sensibles aux variations de températures ont largement contribué à transformer les habitations de nombreuses personnes âgées en véritables « étuves ».

Face à une situation exceptionnelle, il aurait été possible d'utiliser la télévision pour véhiculer « en boucle » des messages de préventions pour éviter l'hyper-termie, et permettre ainsi aux proches... d'aider efficacement les personnes en danger.

Le système hospitalier incapable de faire face

50% des morts de la canicule étaient résidents dans une maison de retraite. Ce chiffre est à lui seul une terrible accusation contre les carences d'un système hospitalier, qui ne doivent rien au hasard. Les reportages télévisés ont fait découvrir à tout le pays, une réalité jusque là surtout dénoncée par les syndicats et les professionnels de santé : l'encadrement ridicule des résidents, transformant le travail des personnels en « mission impossible ». Comment une seule aide soignante présente la nuit pour plusieurs dizaines de résidents, peut elle les faire boire, les rafraîchir régulièrement ?

Seule une très faible partie des lits de maison de retraite (20%) sont « médicalisés », c'est à dire bénéficient d'un personnel suffisant pour répondre aux besoins de santé des personnes âgées. Quant aux établissements privés, au delà du « chic » hôtelier on y trouve le plus souvent un encadrement encore plus défaillant, profit oblige !

L'afflux de patients lié à la canicule à une nouvelle fois totalement débordé les services d'urgence des hôpitaux. Là encore la fatalité n'y est pour rien. La gestion dite « à flux tendu » des établissements hospitaliers rend ceux ci désormais incapables de faire face à des situations inhabituelles. Il s'agit là des conséquences tout a fait directe, des réductions de lits de moyens, de personnel imposé depuis des années tant par la droite que la gauche. Le refus de créer les postes nécessaires à l'application des 35 heures et le manque de personnel formé ont abouti à un « service minimum permanent » encore aggravé pendant les périodes de congés.

Le « 4eme âge » : réponses solidaires ou individuelles ?

Le pourcentage de la population âgée de plus de 75 ans va passer de 3,5% en 1995 à 5,5% en 2010. Ce vieillissement de la population s'accompagne de problèmes de santé plus nombreux et d'une dépendance de plus en plus importante, pour les actes les plus courants de la vie quotidienne (déplacement, toilette, alimentation...). Une société digne de ce nom se doit d'apporter une réponse collective et solidaire à ces questions.

Les appels à la « solidarité » et la tentative de culpabiliser les familles sont non seulement une manière de justifier l'injustifiable, mais de faire passer le message libéral du gouvernement : la prise en charge du 4eme age, comme celle de tout être humain «non productif » constitue une « charge. Celle ci doit être le plus possible reportée sur les individus et leurs familles, et non satisfaite par des cotisations sociales ou des budgets sociaux qui sont autant d'entraves au profit.

L'indécente proposition de supprimer une journée de congé des salariés et d'en reverser les cotisations sociales pour les personnes âgées n'est que l'illustration caricaturale de cette politique libérale.

Ils ne doivent pas être morts pour rien !

Les milliers de morts de la canicule ne doivent pas être morts en vain ! L'indignation qu'a suscité ce drame doit se traduire en actes pour que plus jamais une telle tragédie ne puisse se reproduire. Au moment où le gouvernement est engagé, avec le plan hôpital 2007 dans une véritable opération de démantèlement de l'Hôpital Public, et où il s'apprête à s'attaquer, après les retraites à la branche maladie de la sécurité sociale

Nous devons exiger

- Une prise en charge collective, et non individuelle du « 4eme age » par la sécurité sociale, avec des financements permettant une prise en compte de la dépendance de cette partie de la population. La totalité des lits de maison de retraites doit être médicalisée, avec un niveau d'encadrement correspondant.
- La fin de la politique de « maîtrise comptable » des dépenses de santé, l'arrêt des fermetures de lits, de services et d'établissements hospitaliers et un plan d'urgence pour l'Hôpital Public. incluant à la fois la remise à niveau des effectifs hospitaliers, sur la base des besoins, et l'accroissement de 10,5 % du personnel pour permettre l'application des 35 heures. un plan de formation massif de personnel médical et paramédical (infirmières...)
- L'expropriation de ceux qui s'enrichissent sur le dos de la vieillesse et de la dépendance, ainsi que de l'ensemble de l'hospitalisation privée.

Au delà de la démission justifiée du Ministre de la Santé, c'est avant tout de politique de santé qu'il faut changer. L'été 2003 a démontré les conséquences de la politique libérale de santé pratiquée par la droite et la gauche au cours des dernières années peut tuer. Les mobilisations qui se préparent pour la défense de la « Sécu » et de l'Hôpital vont y trouver des raisons supplémentaires de se battre.